

SOUK AHRAS

# Les projets phares en hydraulique

**La préservation de l'eau est l'enjeu du futur et doit impérativement être bien gérée aussi bien en quantité qu'en qualité, d'autant plus que la population algérienne et les exigences de ce liquide précieux ne cessent d'augmenter.**

Le défi relevé par l'Etat algérien est une action méritoire, néanmoins la gestion et la sauvegarde de cette ressource doivent être l'alpha et l'oméga des experts en hydraulique. Pour preuve, l'Algérie en 1962 ne disposait que de 13 barrages d'une capacité de stockage de 454 millions de mètres cubes alors qu'aujourd'hui, nous avons 83 barrages, 2 808 forages, 1 313 stations de pompage avec 8,3 milliards de mètres cubes d'eau emmagasinée, 10 stations de dessalement, (actuellement 22) ; 6 millions d'habitants répartis sur 874 communes sont desservies en eau par le réseau de l'Algérienne des eaux, 26% de la population sont desservis H24, 24% sont alimentés avec une fréquence de 1j/2, 14% 1j/3,34% au quotidien et 6% desservis en gros.

Pour garantir l'accès à l'eau sur tout le territoire national, la réalisation de plusieurs projets qui sont d'une importance capitale au nord comme au sud du pays est devenue une nécessité impérieuse, dans ce contexte cinq mégaprojets : certains sont opérationnels d'autres sont en cours de réalisation.

## Déminéralisation d'eau du sud

L'objectif est de fournir aux habitants une eau potable de qualité conforme aux standards internationaux sur le plan physico-chimique notamment. Cette eau déminéralisée permettra d'arrêter le phénomène d'entartrage des conduites, l'effort porte sur la réalisation de 13 stations de déminéralisation, 9 stations à Ouargla «70 500 mètres cubes/j pour 270 000 habitants, une station à Tougourt avec 34 560 mètres cubes/j pour 170 000 h et une à El Oued avec 30 000 mètres cubes/j pour 120 000 h.» Celle de Ouargla implantée à la cité Gherbouz a été mise en service en janvier 2015. Alimentée à partir de deux forages, elle fournit 2 250 mètres cubes/j d'eau déminéralisée. Le second

méga-projet est le dessalement d'eau de mer. Dans cette optique, l'Algérie a engagé un programme de 13 stations de dessalement d'eau de mer «Sdem» dont 9 stations sont entrées en exploitation et produisent 226 000 mètres cubes/j ; la population desservie est de 11 837 220 habitants, la mégastation de dessalement d'eau de mer d'El Mactaâ, mise en service en 2014 d'une capacité de production de 500 000 mètres cubes/j, est la plus grande station du monde utilisant le procédé d'osmose inverse, cette station alimente les wilayas de Mascara, Relizane, Tiaret et Mostaganem. Ce projet a coûté 491 millions USD à

l'escarcelle de l'Etat. Selon des experts, le programme initié actuellement produit 430 000 mètres cubes/j et à partir de janvier 2017, la station fournira 500 000 mètres cubes/j, à savoir le système de l'osmose inverse reste le système le plus propre et le plus économique qui existe dans ce type d'industrie.

Le troisième projet concerne les transferts Chott el Gharbi vers Tlemcen, Naâma et Sidi-Bel-Abbès. Ce mégaprojet qui est évalué à 43 milliards de DA avec un débit de 1 600 litres/seconde permettra d'approvisionner 18 communes des trois wilayas avec une capacité de 13 750 mètres cubes/an soit une mobilité de 40 millions de mètres cubes, sur une réalisation d'un réseau de 652 km de conduites d'adduction, 9 stations de pompage et 28 réservoirs avec une capacité de stockage

variant entre 350 et 5 000 mètres cubes. De même, ce projet sera d'un impact crucial pour l'irrigation de 6 150 hectares de terres agricoles «céréaliculture et arboriculture». Il sera opérationnel au cours du premier semestre de l'année 2016.

Le transfert à partir du barrage de Béni Haroun, déjà opérationnel, a été réalisé dans le cadre d'une ligne verte d'urgence au moyen d'une conduite d'une longueur de 120 km pour un débit de 1 mètre cube/seconde. Il garantit actuellement environ 200 millions de mètres cubes/an et il alimente les wilayas de Oum-El-Bouaghi, Khenchela, Batna, Constantine et Jijel en AEP.

Pour le projet d'alimentation en eau potable de Tamanrasset à partir de In Salah, que d'aucuns qualifient de projet du siècle, il est représenta-

tif à plus d'un titre de la politique résolument volontariste menée par les pouvoirs publics algériens pour atteindre les objectifs du millénaire des Nations-Unies, la satisfaction des besoins en eau potable, le transfert des eaux de la nappe du continental intercalaire près d'In Salah jusqu'à Tamanrasset sur 700 km a coûté à l'Etat plus de 197 milliards de dinars, les travaux avaient démarré en 2008 et mis en service en 2013 avec un potentiel de 45 000 milliards de mètres cubes. Cette nappe peut abondamment couvrir les besoins en eau potable de toute la région pour les cinq à six siècles à venir.

En effet, ces grandes réalisations ont été matérialisées pour optimiser cet «or bleu» et assurer l'équité territoriale.

Barour Yacine

## AÏN DEFLA

# Revoir le rôle de l'université

**Il semble qu'il a fallu cette chute brutale des recettes pétrolières, pour que l'on prenne conscience que quelque part les universités sont devenues des lieux où on se cantonnait depuis des années à distribuer des titres et des diplômes, hors du temps et des exigences du développement économique social et culturel, un lieu où on forme pour former et non pour répondre aux besoins d'un environnement qui souffre du manque de savoir scientifique efficient et de savoir-faire capables d'insuffler une réelle dynamique de progrès producteurs de richesses dans tous les secteurs de la vie.**

C'est pour débattre du rôle que doivent jouer les universités et les écoles, petites et grandes, que la Commission économique de l'APW, présidée par M. Ghali Abdelkader, a organisé lundi dernier une journée d'étude qui a réuni quelque 200 participants, les responsables de l'université Djilali-Bounaâma, enseignants et chercheurs, d'une part, et tous les responsables des différents secteurs, ainsi que les élus, d'autre part, une rencontre qu'a présidée le chef de l'exécutif de la Wilaya.

Dans son allocution d'ouverture

des travaux, M. Ghali Abdelkader fait un constat amer sur la dichotomie qui prévaut entre l'université et son environnement socio-économique en continuant à assurer des formations académiques, à former pour former et non pour servir les besoins du développement économique, des besoins de données scientifiques pour accroître les rendements de la production et assoir ainsi une économie forte tout comme il a insisté sur «la relation dialectique entre le savoir et le savoir-faire dont le producteur a besoin».

Le P/APW, Nadjem Mohamed, a quant à lui parlé d'une université comme espace d'échanges où le promoteur, l'investisseur, petit ou grand, peut venir y chercher les solutions aux problèmes qu'il peut rencontrer, l'université doit être conçue comme un creuset d'idées.

L'intervention du wali, Kamel Abbès, pour qui cette rencontre est un signal très fort de l'ouverture de l'université sur son environnement économique, social et culturel, a donc porté sur la valorisation de l'université «une valorisation qui s'évalue sur la base des capacités et des performances de ses formés, capacités à contribuer à l'essor et à l'épanouissement des entreprises, une université à produire une population qualifiée», dira-t-il. En ajoutant que l'Homme de culture doit aussi être un Homme patriote» reprenant la pensée d'un célèbre philosophe.

Pourtant, dira-t-il, l'université de Khemis Miliana a démontré plus d'une fois ses capacités à proposer des solutions équivalentes à de grands bureaux d'études et de citer

deux cas connus de tous, celui de l'émergence d'eaux souterraines dans le quartier ouest de Miliana et l'étude qu'elle mène pour proposer une solution de purification de l'eau potable à forte teneur en nitrates dans la région de Djendel, due à l'emploi des nitrates dans l'agriculture et qui ont contaminé les nappes aquifères.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a conclu en déclarant : «Ce n'est pas le nombre de diplômés sortant de l'université qui compte le plus, mais la valeur de ces diplômés et leur capacité à contribuer efficacement au développement des différents secteurs.»

Le recteur de l'université Djilali-Bounaâma de Khemis Miliana, dans son intervention dira : «Nous espérons que ce type de rencontres s'inscrive dans la continuité et la durée, en ce qui nous concerne nous œuvrons à élaborer un plan directeur en fonction des sollicitations de l'environnement dans tous ses aspects.»

Karim O.

## TIARET

# Programmation d'un équipement public sur une propriété privée

**À Karman, un quartier périphérique de la ville, des propriétaires d'un terrain acté et clôturé, ont eu du mal à digérer le fait qu'un équipement public soit programmé sur leur bien sans pour autant être informés à temps, ce qui les a poussés à s'interroger sur l'utilité voire la fiabilité de la commission du choix des terrains, sachant que l'APC est le maître d'ouvrage du supposé projet.**

De quoi s'agit-il en fait ? Ce cas précisément est celui d'une société à responsabilité limitée implantée dans la périphérie de la ville où l'on a prévu la réalisation d'un centre de santé.

En effet, créée en 1993 suite à la restructuration de la société mère «Diprochim» , ladite Sarl en

a acquis les biens immobiliers dans le cadre de la loi 01/81 du 7 février 1981 inhérente à la cession des biens de l'Etat avec à l'appui un acte de propriété n°493 enregistré et publié sous le numéro 60 volume 1235.

En date du 2 mars 2015, la société qui n'avait connu aupara-

vant aucun problème de réglementation a déposé un dossier ficelé auprès des services techniques de l'APC de Tiaret en vue d'une éventuelle régularisation d'une superficie enclavée à l'intérieur des biens et ce, au titre de la loi 15-08 conformément aux orientations écrites de la direction des domaines (envoi n°96 du 06-01-2015).

Les propriétaires qui s'attendaient plutôt à une suite favorable se sont vu notifier un refus catégorique par la commission de daïra s'appuyant dans son écrit sur une correspondance référencée 2406 du 28-10-2015 éma-

nant de la Direction de l'urbanisme et de la construction (DUC) au motif que le terrain en question était réservé à un équipement public (structure sanitaire) depuis 2012 et ce, en dépit de l'existence quelques mètres plus loin d'une nouvelle polyclinique fonctionnelle et sous-exploitée de surcroît.

Une situation pour le moins incompréhensible aux yeux des propriétaires déplorant le fait que cela s'est passé non seulement à leur insu, mais sans qu'aucune enquête sur la nature juridique des biens en question ne soit effectuée au préalable. Les propriétaires sont allés même

à s'élever contre le non-respect des procédures d'expropriation stipulées dans la loi 91-11 du 27 avril 1991 y afférente et l'article 20 de la constitution garantissant les droits de la propriété privée.

Enfin, les plaignants qui ne savent plus à quel saint se vouer, ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin en l'absence d'éclaircissements sur le sujet, car «ni l'APC et encore moins la DUC n'ont pu apporter des arguments convaincants et fondés à nos écrits datés faut-il le mentionner en février 2016», estiment-ils.

Mourad Benameur